1,5 € - N°118 4 mai 2023

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

## Après un 1er mai déterminé

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## Construisons l'unité du monde du travail pour ses luttes et pour changer la société

# A propos du NPA

Lors du congrès du NPA, les 9, 10 et 11 décembre dernier, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser la scission du NPA, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue du NPA 33 s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

## Rendez-vous sur le site national du NPA :

https://nouveaupartianticapitaliste.fr

## SOMMAIRE


**Edito** p.3

**Dans la lutte** p.4-8
- L'AG de lutte continue
- Darmanin lâche ses flics dans la manif du 1e mai
- Opération péage gratuit réussie !
- Des grévistes à l'Opéra de Bordeaux...
- Blocage à l'usine d'incinération de Bègles
- Village des luttes à la gare : entre barbecue et «sobriété»...
- « *Darmanin, ta place est en prison...* »
- Pétition de dissolution de la BRAV-M : le député Pouillat au service de la répression
- Interview de Pauline, salariée du Planning Familial de la Gironde

**Dans l'éducation** p.9-10
- Ras-le-bol des mensonges et provocations du pouvoir, quelques brèves...

**Dans la santé** p.10-11
- Réanimation pédiatrique au CHU : des « fées bleues » face à une incurrie noire
- Groupe Bordeaux Nord : les négociations salariales débutent
- Hôpital de Langon : 400 millions pour les murs et qui pour soigner ?
- L'hypocrisie de la loi Rist

**Nos vies, pas leurs profits** p.12
- Encore des familles à la rue !!! Jusqu'à quand ?
- Non aux expulsions !

**Leur société** p.13
- Fin de partie pour Ohayon, les salarié·e·s paient la casse
- Dassault, NAO 2023 : suite du conflit 2022
- CGI le Haillan : la direction fait l'autruche
- Capgemini Pessac, période d'essai ou d'ajustement ?

**Politique locale** p.15
- Tarifs en hausse à TBM
- Bordeaux Métropole dépense sans compter pour les JO
- Sortie de route pour l'A69 ?

**A voir** p.16
- Exposition de la « Banksy modeste collection » à Libourne.


**Lisez, abonnez vous à**

## Révolutionnaires !

**le nouveau mensuel du NPA**
**(voir en page 16)**

**Abonnez-vous**

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Paiement des abonnements par chèque à l'ordre de Monica Casanova., en précisant Nom , prénom, e-mail et adresse.


**ANTICAPITALISTES !**

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

## *Après un 1er mai déterminé*

# Construisons l'unité du monde du travail pour ses luttes et pour changer la société !

Ce 1er mai, que beaucoup ont dit « historique », a rassemblé dans près de 300 manifestations 2,3 millions de travailleur·ses, jeunes, privé·es d'emploi, retraité·es, dans la rue, mobilisé·es pour faire entendre leur colère contre la réforme des retraites et un ras-le-bol général contre la violence sociale et politique.

Dans le monde entier, en ce jour de lutte internationale des travailleurs, les manifestations ont fait résonner la révolte contre ce système invivable, l'inflation et la misère, la folie financière, les dégâts sur l'environnement, l'autoritarisme des Etats, le militarisme, la guerre.

Ici, alors que le pouvoir n'a jamais été aussi détesté, pourchassé par des concerts de casseroles et la colère collective, l'intersyndicale « *se félicite de la proposition de loi d'abrogation de la réforme des retraites qui sera à l'ordre du jour le 8 juin prochain* » (groupe LIOT) et appelle à une énième journée le 6 juin, pour « *se faire entendre des parlementaires* » ! Elle se dit prête au « *cycle de concertation* » du gouvernement, où elle fera des « *propositions intersyndicales communes* ». Trop heureuse de retrouver son rôle de partenaire du dialogue social, à aucun moment, l'intersyndicale n'a fixé l'objectif de faire tomber ce gouvernement qui nous attaque pour mieux servir le patronat. Une stratégie perdante.

### Contre le bloc réactionnaire Macron-Darmanin-Le Pen et Cie

La puissance du mouvement a pourtant provoqué une crise politique, poussant le pouvoir fébrile au ridicule des « arrêtés anticasseroles » et en même temps à un durcissement de la répression. Les « *100 jours d'apaisement* » annoncés par Macron sont une succession de provocations et d'agressions.

A Mayotte, où 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, Darmanin a lancé l'opération « Wuambushu » (« reprise » en mahorais) visant à détruire les bidonvilles et chasser les migrants vers les autres iles de l'archipel des Comores, plus misérables encore. Déchainement de violence, grenades, LBD, balles réelles tirées vers le sol… Déchainement réactionnaire, un élu du département en appelant au meurtre : « *ce sont des délinquants, des terroristes des voyous. A un moment donné il faut peut-être en tuer* ». Si la justice a mis un coup d'arrêt, pour l'instant, aux destructions de certains bidonvilles, et si la compagnie maritime a renoncé aux expulsions vers les Comores, Darmanin entend poursuivre sa guerre aux pauvres dans cette île que l'Etat français tient à garder à tout prix dans son giron colonial pour le contrôle des voies maritimes de cette région stratégique de l'Océan indien.

Darmanin et Macron chassent sur les terres puantes du racisme, du nationalisme et de la xénophobie. Ils essaient de détourner la contestation sociale qu'ils n'arrivent pas à éteindre. Leur nouvelle loi contre l'immigration est pour l'instant repoussée en septembre faute de majorité à l'Assemblée, et Le Maire sombre dans l'abjection en attaquant ceux qui envoient leur argent « *au Maghreb ou ailleurs* ».

Les autres ministres poursuivent l'offensive antisociale. Borne et Dussopt annoncent une nouvelle loi travail pour casser les maigres droits qui nous restent. Après les chômeurs, ils veulent aussi faire payer ceux qui survivent avec le RSA. Ndiaye provoque les enseignants avec des primes conditionnées à davantage de travail. Attal attaque « *la fraude sociale* » pour mieux épargner la fraude fiscale des entreprises et des riches.

Concurrente pour prendre la tête d'un bloc réactionnaire, Le Pen affirme incarner « *la paix sociale* », c'est-à-dire le maintien de l'ordre au service du système capitaliste. Elle a profité du 1er mai pour relancer une « *fête de la nation* » au Havre, « *ce qu'on joue, c'est le peuple contre Macron* » dit un cadre du RN espérant raffler la mise lors des prochaines élections.

### Contester ce système failli, pour un autre pouvoir, démocratique, celui des travailleur·ses

Nos luttes portent en germe la possibilité d'un autre monde.

L'étape suivante commence à se construire, en faisant de la politique, entre salarié·es, jeunes, chômeur·ses, militant·es de la lutte. Dans la durée, des groupes s'organisent : assemblées, collectifs, groupes de gilets jaunes, unions locales syndicales... une diversité d'organisations où on construit le sens politique de la lutte, pour comprendre et agir, unir nos forces contre la réforme des retraites, contre la guerre aux pauvres menées par le capital et ses serviteurs. Un parti de la lutte prends corps...

C'est de cette perspective que nous vous invitons à venir discuter à nos rencontres militantes, le 13 mai à Bordeaux (voir programme page 15).

# L'AG de lutte continue

Depuis le 7 mars, avec ses réunions hebdomadaires, l'AG interpro est un point de rencontre où entre 150 (au plus fort) et plus de cinquante militant·es de la lutte, anciens ou nouveaux viennent discuter de la situation, de la politique du gouvernement, de l'Etat, de l'affrontement en cours, et apporter des idées pour populariser la grève et la mobilisation, des projets d'actions. Décider aussi, collectivement, de ces actions.

Elle a été à l'initiative de tractages et d'actions de « blocage de l'économie » comme devant des plateformes logistiques (Stef, Napoly Auchan, EXO...) parfois toute la nuit, dans la convivialité, avec beaucoup de sympathie des travailleurs bloqués et des automobilistes. Elle a aussi discuté des initiatives proposées par les différents Collectifs, équipes syndicales ou militantes présentes, en les relayant et en y participant. (voir les brèves)

Sollicitée pour soutenir des actions de grévistes, des camarades de l'interpro sont allé·es soutenir le piquet de grève du Planning familial. (voir interview)

Une syndicaliste de la santé du Sud Gironde nous a invités à renforcer le comité d'accueil au ministre de la santé Braun en visite le 17 avril alors que les urgences de l'hôpital de Langon fermaient. Il a été reçu par un beau chahut d'environ 200 personnes. Un élu macroniste a été fermement extrait du cortège.

Nous sommes allé·es aider des étudiants de Sciences Tech participant à l'AG de lutte à bloquer l'entrée de la direction de leur Université le 13 avril. Nous avons organisé un piquet avec des camarades du secteur, les 26 et 27 avril, devant la déchetterie Valbom de Bègles, ce qui a désorganisé la collecte et le tri des déchets durant 3 jours. Des militant·es de l'interpro ont aussi participé à diverses assemblées générales dont celles de facs occupées créant des liens avec des étudiants qui participent depuis à l'AG interpro et aux blocages, ou au meeting du Comité d'action pour la grève générale à l'invitation de camarades de Révolution Permanente.

L'agression raciste et colonialiste de Darmanin à Mayotte, contre les migrants et les pauvres des bidonvilles a fait discuter de cette politique de division de Macron-Darmanin, sur le terrain des idées de l'extrême-droite, que seul notre camp social peut combattre par ses luttes, la solidarité entre exploités. Nous avons jugé important d'y répondre en appelant à manifester samedi 29 avril. Bien que peu nombreux, nous étions contents de manifester notre solidarité internationaliste avec entre autres des étudiants de la FSE et le DAL et le NPA au cœur du quartier St Michel où beaucoup exprimaient leur sympathie. Malgré l'interdiction préfectorale de manifester et la forte pression des flics pour nous expulser du la place de la Bourse.

Le large groupe militant qui s'est ainsi constitué a tissé des liens forts d›idées, démocratiques, fort d'expériences communes. Maintenant, il s'agit de continuer à débattre et à nous organiser pour contribuer à changer le rapport de force en donnant confiance dans la contestation et la bagarre, contre toutes les attaques du patronat et du gouvernement dont sa violence d'Etat, en développant la conscience que nous pouvons prendre en main nos luttes et demain toute la société.

*Laurent, Christine et Mónica*

*Plusieurs photos de ce dossier ont été prises sur la page FB du Collectif de Bassens… Merci aux camarades !*

## Darmanin lâche ses flics dans la manif du 1er mai

Avec ses 130 000 participant·es à Bordeaux, la manif du 1er mai a été un succès inédit.

Mais certains d'entre nous n'ont pas terminé le parcours, bloqués par la brutale intervention des forces de police qui ont nassé la manif à deux endroits, coupant et gazant copieusement la fin du cortège dans lequel se trouvaient entre-autres Solidaires, l'AG féministe, le NPA, la CNT et le comité de mobilisation étudiant.

La police a procédé à des arrestations musclées et arbitraires, visiblement ciblées. 23 jeunes manifestant·es à notre connaissance auraient été arrêté·es et placé·es en garde à vue.

Le soir même, nous nous sommes retrouvé·es à une centaine devant le commissariat central pour faire libérer nos camarades. Sans raisons, avec un dossier vide pour certain·es selon leur avocat, 12 ont été prolongé·es jusqu'à 48 heures.

A 18 h le lendemain, lors d'un nouveau rassemblement, la police a procédé à 5 nouvelles arrestations : celle de la camarade qui animait avec le porte-voix et 4 autres manifestants, poursuivis dans les rues adjacentes et brutalement interpelés. Les flics sur les dents ont gazé le rassemblement pour tenter de le disperser.

Darmanin, leader du parti de l'ordre ne nous fera pas taire… Droit d'expression ! Droit de manifestation !

# Opération péage gratuit réussie !

L'idée était dans les têtes depuis longtemps : faire payer symboliquement Vinci en permettant aux automobilistes de passer une barrière de péage ouverte pour leur départ en vacances.

C'est à l'occasion du Village des luttes organisé place des Quinconces par les énergéticiens CGT avec le Comité pour la grève générale que le projet s'est concrétisé. Des militants d'équipes syndicales combatives et de Collectifs y sont allés. Une immense banderole contre la réforme des retraites y a été déployée sur la symbolique colonne des Girondins.

Durant la manif du 13 avril, les énergéticiens ont largement distribué un flyer de la CGT Energie appelant à se retrouver à leur gymnase le lendemain à midi pour une action. Là, une centaine de jeunes et de moins jeunes, dont des militants de la CGT, des Collectifs, du NPA, de RP et de LFI accueillies convivialement avec un casse-croûte, ont écouté les consignes d'un militant de la CGT Energie pour aller sur le péage de Saint Selve.

Nous y sommes restés une heure et demie avec nos drapeaux syndicaux et politiques sous la pluie, les coups de klaxon et la joie des automobilistes et routiers dont beaucoup ont donné à la caisse de grève. A la fin, le camarade de la CGT a remercié tous les participants disant que cela avait été la plus longue et réussie des opérations de péage gratuit qu'il avait jamais faite. Un encouragement pour la suite, tous ensemble.

*Mónica*

# Des grévistes à l'opéra de Bordeaux... Une histoire de convergences !

Depuis le début de ce mouvement, le collectif Bordeaux Centre s'est réactivé, il regroupe des personnels de l'éducation mais aussi des cheminots, des postiers, des gilets jaunes…

Ce jour-là, le collectif avait décidé de se joindre dès le matin au village des luttes (voir ci-dessus).

Mais il ne faut pas laisser trop longtemps des grévistes en reconductible discuter ensemble… ça leur donne des idées ! C'est ainsi qu'au cours de la journée, naît puis s'organise l'idée pour le collectif Bordeaux Centre d'aller s'inviter à la représentation de l'Opéra de Bordeaux du soir même. Parce qu'il n'était plus question pour nous que certains à Bordeaux puissent continuer à faire comme si de rien n'était, comme s'il n'y avait pas un mouvement de grève et de manifestations d'une puissance inégalée à Bordeaux comme dans le reste du pays depuis des mois !

Et ce fut chose faite dès le soir à 19h : plus d'une centaine de manifestants ont envahi la scène de l'opéra. Un énergéticien a pu s'adresser à l'audience médusée pour dire que oui c'était la première fois qu'il rentrait ici alors qu'il vivait dans cette ville depuis des dizaines d'année, expliquer la raison de notre mobilisation pour nos retraites et terminer magistralement par une citation d'Ambroise Croizat…

Malgré la tentative de faire intervenir la police avec LBD etc, nous avons pu sortir collectivement sans violences policières ni arrestations.

Ce soir-là une partie de la bourgeoisie bordelaise a appris que les ouvriers savaient s'exprimer, argumenter… et surtout que le mouvement ne s'arrêterait pas là et qu'on ne les laisserait pas tranquilles !

*David*

# Blocage à l'usine d'incinération de Bègles

Nouveau « blocage économique » organisé par l'AG interpro, les mercredi 26 et jeudi 27 avril ! Il s'agissait cette fois de bloquer l'usine d'incinération de déchets de Bègles Valbom, ancienne Astria.

L'action, préparée en amont avec des camarades territoriaux de SUD et des éboueurs de la Métropole qui vont y vider leurs bennes après la collecte, le ramassage des poubelles sur plusieurs communes de la Métropole, a été un succès !

Aucune benne ni camion n'a pu entrer dans l'usine ces mercredi et jeudi, les deux jours déterminants où l'usine trie et incinère. Au grand dam d'une direction qui est restée devant les grilles, impuissante, tout au long du blocage.

Le premier jour, nous nous sommes adressé·es par tract aux éboueurs qui embauchent sur le site voisin de la Métropole. Le blocage de l'usine, qui dépend de Véolia, a été très bien accueilli par les ouvriers, dont certains sont passés discuter par la suite sur le blocage ; beaucoup moins bien par les chefs ! Les bennes de la collecte du mercredi sont reparties sans avoir pu être vidées et beaucoup n'ont pas pu repartir le lendemain. Le ramassage des déchets du jeudi a été fortement impacté. Des dizaines de camions privés qui viennent décharger des déchets ont dû aussi faire demi-tour.

Ces deux jours de blocage ont été une nouvelle occasion de nous retrouver nombreux, militants de l'interpro, syndicalistes de SUD, de la CGT ou de la FSU, jeunes étudiants, salarié.es du planning, militant.es politiques du NPA et de LFI. Un super forum de discussion et… de préparation de nouvelles actions !

*Christine Héraud*

# Village des luttes à la gare : entre barbecue et « sobriété »…

L'intersyndicale cheminote 33 a organisé un moment militant et festif le 20 avril à midi devant la gare Saint Jean dans le cadre d'un appel national cheminot.

L'intersyndicale nationale interpro n'ayant elle rien à proposer après le 13 avril jusqu'au 1er mai, jour chômé, des cheminots étaient en colère. Ce rendez-vous est devenu celui de ceux qui voulaient se faire entendre dans la rue et se retrouver, toujours en grève pour certains.

L'AG de lutte avait tracté le matin à une trentaine sur un rond-point à Lormont pour y inviter.

Environ 400 personnes, cheminots énergéticiens, travailleurs de la chimie, de la construction, des Ports et Docks CGT se sont retrouvés avec des militants de Solidaires, des Collectifs, du NPA, de RP et de LFI, des étudiants, des chômeurs d'AC Gironde… Une belle convergence combative. Le tram a été bloqué, de nombreux pétards jetés dont l'un a fait exploser un poupon à l'effigie de Macron.

La très forte présence policière qui filtrait toutes les entrées, quadrillait l'intérieur de la gare et les environs (où stationnaient une vingtaine de fourgons), a empêché d'entrer ceux qui essayaient, des CRS utilisant leurs matraques pour repousser des camarades dockers…

Nous sommes alors partis « déambuler » en groupe, les énergéticiens mettant en « *sobriété énergétique* » des rues du quartier, avant de nous retrouver à nouveau à plusieurs centaines en manifestation le soir à l'appel de Solidaires et des Collectifs, satisfaits d'avoir encore une fois suivi notre propre agenda.

*Mónica*

# « Darmanin, ta place est en prison... »

Lors de sa visite à Bordeaux le 12 avril, malgré le secret dont il a entouré ses déplacements, nous avons réservé à Darmanin un comité d'accueil devant la mairie, empêchant « *le ministre de la violence d'État de venir tranquillement à Bordeaux, prendre la pose pour la photo* », a expliqué à Sud-Ouest un camarade de Sud-PTT. « *Les casseurs de l'ultra-gauche* », militants de l'AG interpro, de Solidaires, CGT, des collectifs, malgré une première interdiction de la préfecture pour leur rassemblement, ont bravé la pluie et bloqué toute manifestation officielle sur le parvis de la mairie. Sous leur tonnelle conviviale, ils ont même pu narguer les flics, réfugiés piteusement à l'abri des stores des bars alentours.

Darmanin a donc été reçu à l'abri des regards, pour un entre-soi « *républicain et courtois* » selon le maire de Bordeaux, où ils ont pu, entre autre, tranquillement s'entendre sur les questions de « *sécurité et de délinquance* ». Après avoir obtenu de Darmanin en 2021 des moyens policiers supplémentaires conséquents, Hurmic a demandé un nouvel « *engagement fort de l'Etat* ».

Nous, on est pour « *justice partout… police nulle part !* »

*C.H.*

# Pétition de dissolution de la BRAV-M : le député Poulliat au service de la répression

Elu de la 6ème circonscription (Mérignac, Saint Médard en Jalles...) Eric Poulliat n'est pas le plus connu des députés macronistes, ce n'est pourtant pas faute de se démener.

En tant que député-rapporteur, c'est lui qui est monté au créneau pour exiger la clotûre de la pétition qui demandait la dissolution de la BRAV-M (brigades de répression de l'action violente, motorisée). Lancée fin mars sur le site de l'Assemblée nationale, la pétition a recueilli en une dizaine de jours 263 887 signatures. Depuis la mise en place de cette possibilité de pétitions, c'est celle qui en a recueilli le plus et la première à dépasser les 100 000 signatures.

A ce stade, l'Assemblée a l'obligation de la publier sur son site. Et à plus de 500 000, il est possible, mais non obligatoire, de tenir un débat en séance publique. Bref, aucune contrainte réelle liée à cette comédie de démocratie « par en-bas ».

Il n'empêche, vu la détestation des corps de répression et l'accumulation de faits prouvant les violences policières de ces brigades et de biens d'autres, il y avait visiblement urgence pour l'Etat de boucler la pétition.

C'est Poulliat qui s'est chargé de l'argumentation auprès de la commission des Lois décisionnaire sur ce sujet. Obligé de reconnaitre « *des interventions violentes de plusieurs policiers des Brav-M – parfois filmées et largement diffusées dans les médias* », il a repris la rengaine du pouvoir : « *le comportement fautif de quelques agents ne peut pas conduire à remettre en cause l'utilité des Brav-M dans leur ensemble lorsque l'ordre public est gravement menacé par des violences, des dégradations et des incendies.* »

Cet ancien cadre du PS local a reçu le soutien du RN : « *en faveur de l'ordre et de la démocratie... Nous voterons contre cette pétition d'extrême gauche dont le texte est particulièrement odieux et insultant pour nos forces de l'ordre.* ». Et le soutien aussi de LR qui a voté de la même manière, justifiant le bouclage de la pétition : « *Il existe un droit à la pétition, mais l'examen n'est pas automatique : nous opérons un filtrage* ».

Une petite illustration du bloc réactionnaire qui se constitue, bien décidé à étouffer la contestation sociale, ne serait-ce qu'à travers une pétition. Poulliat poursuit sur ce terrain en animant une « *mission d'information sur l'activisme violent* » avec un député EELV... Tout un programme.

*F.M.*

# Interview de Pauline
## salariée du Planning Familial de la Gironde syndiquée à ASSO Solidaires

***Comment avez-vous décidé et conduit votre grève puisque vous avez été en reconductible depuis le 7 mars ?***

**Pauline :** Au planning de Gironde, on n'avait pas la culture de la lutte sociale. Quelques collègues et moi avons d'abord envoyé des infos par mails et convaincu 50 % des collègues de faire grève le 19 janvier. Dès la deuxième journée, on a été 100 %, grâce à un travail de fond et au soutien de notre structure, qui s'affirme anticapitaliste dans ses textes de congrès. Nous avons participé à toutes les grosses manifs, dans le cortège de l'AG féministe qui nous a aidées à faire le lien entre nos convictions et nos engagements féministes militants, et notre boulot professionnel. Sans affiliation syndicale à part moi, nous avons discuté dans le cadre des heures d'information syndicales légales.

Nous avons commencé à discuter de la reconductible deux semaines avant le 7 mars, en nous convainquant que tout le monde peut faire grève, pas seulement les gros secteurs.

On a profité de l'impulsion des deux grosses journées du 7 mars, puis du 8 pour décider de passer ensemble la journée du 9, discuter de comment on pouvait organiser une grève alors qu'on reçoit un public qui a besoin de nous et qu'on ne pouvait pas fermer le planning sur le long terme. On a donc décidé de choisir nous-mêmes ce qu'on maintenait ou pas comme activité. Ce qui nous a permis de tenir longtemps… à 100 % de grévistes.

On a pu repenser notre travail, choisir les temps essentiels.

***Qu'est-ce que vous a apporté la grève ?***

Au planning de Gironde, nous sommes 11 salariées, dont la moitié de l'équipe à mi-temps ou temps partiels. Le mouvement nous a permis de poser collectivement et non plus individuellement la question des salaires, complètement liée à celle des retraites.

Nous avons tout décidé ensemble, pris en main notre lutte et pris conscience de ce dont nous étions capables par nous-mêmes, ce qu'aucun.e membre de notre CA, notre employeur, ne nous croyait capables.

***Quelles ont été les difficultés ?***

On a fait durer la « love story » le plus longtemps possible mais il a fallu affronter directement nos patrons, qui ne nous ont plus apporté le même soutien. Mais pas question d'arrêter si c'était le CA qui sifflait la fin de la récré. On a donc continué un mois de plus, grâce à la générosité de tout.es celles-eux qui ont donné à la caisse de grève. On a imposé à notre hiérarchie d'être prises au sérieux et depuis, nos rapports se sont améliorés. Nous discutons d'égales à égales, chacun.es dans son rôle.

***Quels ont été vos rapports avec les autres secteurs du mouvement ?***

Peu nombreuses, on était obligées de faire le lien avec d'autres. Cela n'a pas fait débat.

Dès le début, on s'est retrouvées dans les cortèges, en particulier celui de l'AG féministe, avec d'autres travailleur.ses, des syndicalistes, complètement intégrées au mouvement social.

Nous n'avons pas beaucoup participé aux blocages, aux actions de l'AG interpro. Tout notre temps était pris par le travail de conviction et l'organisation de notre propre grève. Les camarades de l'interpro sont venus à nos piquets de grève, des moments importants qui ont fait prendre conscience aux collègues qu'elles faisaient partie du monde ouvrier.

Par contre, nous sommes allées régulièrement sur les facs. On a aussi fait des actions avec les énergéticiens, tracté.

Je pense que notre grève a interpelé, par sa forme, adaptée à notre secteur, et qu'on a fait connaître le planning comme secteur de travail. Je crois aussi qu'on a compté comme secteur de travail dans l'AG féministe.

***En conclusion…***

On a essayé de contrebalancer cette idée répandue dans l'extrême-gauche qu'il faut d'abord concentrer nos forces sur des secteurs « porteurs », renforcer leurs piquets de grève. Je pense que la radicalité, c'est construire sa grève, s'auto-organiser. On a gagné un collectif de camarades fort, qui essaie maintenant de refaire du lien avec la structure, avec les salarié.es qui ont arrêté la grève plus tôt. Pour ne pas s'isoler, nous avons décidé collectivement d'arrêter la grève, sans considérer qu'on avait perdu. On fait grève ponctuellement pour participer aux actions. On continue à discuter, à s'organiser plus largement avec les salarié.es des autres plannings ou d'autres assocs, pour les prochaines luttes.

*Propos recueillis par Christine Héraud*

# Dans l'éducation : ras-le-bol des mensonges et provocations du pouvoir

## *Blocages aux lycées Brémontier, Magendie, Pape Clément...*

Blocage lycéen de Magendie

La colère reste vive dans l'éducation. Nombre de profs étaient présents sur les actions interpro pendant les vacances de printemps. Avec la reprise, c'est dans les établissements que la lutte a redémarré, avec un blocage dès le lundi 24 avril au lycée Brémontier, un autre le jeudi 27 au lycée Magendie. Les flics y ont été appelés par les directions pour intimider, faire pression, ainsi que les « brigades mobiles de sécurité » du rectorat. A Pape Clément, à Pessac, ils ont empêché le blocage de se tenir.

Elèves et profs se sont retrouvés au coude à coude. A Magendie, c'est une quarantaine de lycéens qui étaient à l'initiative, certains présents dès 6 heures du matin, pour dénoncer aussi le SNU. Les discussions portent de plus en plus sur la question des salaires, les effectifs, la réforme du bac qui rend très compliqué d'enseigner aux mois d'avril et mai, une fois que les épreuves de spécialité sont terminées.

## *Harcèlement pour Ndiaye...*

Sur les retraites, les propos de Ndiaye ne sont pas près d'être digérés. Il avait osé déclarer avant la manifestation du 6 avril que « *les enseignants se rendent compte que la réforme a un impact, mais dans des proportions qui restent relativement gérables* » et que c'est pour cela qu'ils « *n'ont pas été le fer de lance de la mobilisation* ». Un mépris d'autant plus cynique qu'il s'est permis d'ajouter que « *même sans la réforme des retraites ils seraient partis de toute façon à plus de 62 ans, à 64 ou 65 ans* ». Une triste réalité, certes, mais des paroles insupportables, alors que de nombreuses et nombreux collègues terminent leur carrière épuisés et que les démissions se multiplient.

Notre réponse, Ndiaye ne cesse pas de l'entendre : déplacements chahutés, voire annulés à Lyon, impossibilité de descendre du train, parole discréditée... Présent sur la scène du César des lycéens, il a dû subir publiquement la dénonciation de sa complicité avec Macron, de la part du réalisateur Dominik Moll. A chacune des phrases qui était applaudie par des centaines de lycéen·nes, Ndiaye s'enfonçait un peu plus dans son fauteil... Il ne l'a pas volé !

## *Charivari partout...*

C'est pour répondre aux propos de Ndiaye que l'AG intersyndicale de l'éducation (CGT, FO, FSU, SUD) du 6 avril avait décidé d'une action au rectorat de Bordeaux lors de la manif de ce même jour. Les collègues étaient appelé-e-s à s'arrêter quand la manif passerait devant le rectorat. Nous nous sommes retrouvés près de 400 devant le bâtiment inhabituellement non protégé par les flics ce jour-là. A près de deux cents, nous sommes montés dans les étages, en chantant les slogans du mouvement. Au deux premiers niveaux, les collègues de l'administration étaient hilares et heureux de nous voir. Au troisième... la rectrice s'est barricadée derrière une porte où un haut cadre essayait de filmer les coupables à travers la vitre. Après plus d'une demi-heure,

Devant le Rectorat...

elle a fait intervenir les CRS qui nous ont obligé à redescendre et sortir du rectorat, d'où nous sommes repartis à 400 pour rejoindre la manifestation.

Le lendemain, nous apprenions dans un communiqué qu'elle dénonçait des dégradations (totalement fictives) et portait plainte. Pour exiger le retrait de la plainte et revendiquer l'action, l'AG éducation s'est réunie le 13 pour adopter un communiqué proposé par la CGT Educ'action et SUD, auquel on ne peut que regretter que la FSU et FO n'aient pas voulu apposer leurs signatures.

Depuis, la rectrice est elle-aussi touchée par notre assiduité. En déplacement à Cenon et à La Réole le 27 avril, elle a droit partout à ses casserolades plus ou moins grandes... Et ce n'est pas fini.

## Salaires : la grande arnaque

Les médias ont abondamment relayé la communication du gouvernement en insistant sur les prétendus 10% de revalorisation des rémunérations des enseignants pour le 1er septembre. Un article titrait plus justement : « *Monter une marche sur un escalator qui descend* ».

Rapidement, le mensonge a été dévoilé, par la fuite de documents internes du Ministère qui ont révélé que l'augmentation moyenne serait en réalité d'à peine 5,5 %, bien en-dessous de l'inflation.

Et bien sûr, ce ne sont pas les salaires qui augmentent, mais des primes. Sans parler de l'arnaque du « *Pacte* » qui consiste à faire signer un engagement pour du temps de travail supplémentaire pour pouvoir toucher de nouvelles primes... alors que la majorité des collègues estiment qu'ils travaillent déjà beaucoup trop (43 heures/semaine en moyenne, estimations reconnues par le Ministère).

Des provocations supplémentaires qui ne peuvent qu'attiser la colère dans une profession où nous sommes frappé·e·s par un appauvrissement régulier depuis plus de trente ans.

## Lycée professionnel : la casse continue

Carole Granjean (ministre déléguée chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnels auprès du ministre du Travail) est venue en catimini en Gironde le 19 avril... nous avons découvert son parcours une heure avant son arrivée. A Mérignac, elle a été faire la promotion de l'apprentissage à l'usine de maintenance aéronautique Sabena. Les 800 salariés n'avaient pas été tenus au courant de sa visite. Elle y a fait un passage éclair entourée d'une flopée de cadres, pour quelques photos avec des apprentis et un discours pour vanter cette exploitation de milliers de salariés qui, sous prétexte de formation et de jeunesse, sont sous-payés. Un modèle qu'elle et Ndiaye veulent généraliser avec une énième réforme du lycée professionnel, dont les conditions se rapprocheraient de plus en plus de l'apprentissage, formation soumise aux seuls besoins du patronat, au détriment des élèves, du contenu des formations, et des enseignants.

A l'arrache, nous nous sommes réunis à une dizaine, profs et camarades de l'UL CGT, devant la Sabena pour faire entendre nos casseroles et vuvuzelas... sous les klaxons de soutien des salariés qui débauchaient.

*Correspondant·es*

# Réanimation pédiatrique du CHU : Des « fées bleues » face à une incurie noire

Dans un récent article, le journal *Sud-Ouest* rendait hommage aux personnels et aux parents qui , dans le service de réanimation de l'hôpital des Enfants, « *se penchent sur les berceaux* » et « *ont décidé de s'investir encore davantage pour rendre plus supportable* » le quotidien de ce service. La journaliste, manifestement impressionnée par la bienveillance, les mille gestes et attentions qui entourent les enfants et leurs parents, n'en met que plus en lumière la grande incurie du CHU et des pouvoirs publics.

Il y a plus de 15 ans, des personnels du service ont décidé de monter une association « Les fées bleues » pour se cotiser et acheter le minimum que l'hôpital était incapable de fournir, des couches et des tétines adaptées aux grands prématurés ! Ils n'ont depuis cessé de récolter des fonds pour tenter d'apporter un peu d'humanité et de gaîté dans cet univers de machines et d'angoisse : draps colorés, jeux, CD ou encore café pour les parents…

« *Face aux manques qui perdurent* », des parents reconnaissants ayant traversé des épreuves dans ce service ont à leur tour monté une association pour collecter des fonds et financer l'achat de matériels coûteux, ou simplement équiper le service d'une cuisine et d'un lieu de repos pour personnels et parents.

Cela sans parler des dizaines de bénévoles, dont des personnels du service qui agissent au quotidien sur leur temps libre pour aider, soulager, distraire les enfants malades.

Une illustration parmi bien d'autres des mille engagements silencieux qui permettent au quotidien non seulement à l'hôpital mais à tout ce qui est utile dans la société de fonctionner !

Ce système croule sous les richesses et est incapable de mettre au service de la collectivité ce que les connaissances scientifiques et techniques rendent possible... et même des tétines adaptées à de tous petits enfants !

C'est nous qui travaillons, qui soignons, qui luttons pour un monde meilleur, humain, dégagé de la course aux profits. C'est à nous de décider !

*Isabelle Ufferte*

# Groupe Bordeaux Nord : les négociations salariales débutent

A la clinique Bordeaux Nord comme à Rive Droite, à Bel Air ou Loghos (sous-traitance du Groupe), les négociations annuelles sont sans surprise. Comme partout l'inflation percute tous les salariés. A Rive droite, où les salariés avaient fait grève 3 semaines en 2021, la direction a osé proposer des bons d'achat lors de la 1ère réunion de NAO. Elle a ensuite revu sa copie en proposant une prime de 400 euros pour les salariés de plus de 20 ans d'ancienneté, 200 pour 10 ans, rien pour les moins de 10 ans et pas d'augmentation de salaire. A la clinique Bordeaux Nord, où les négos viennent de débuter, la direction a prévu 0 % d'augmentation alors que les bénéfices sont de 3,5 millions en 2022 au lieu de 2,3 en 2021… Et à Loghos les salariés ne bénéficient toujours pas du Ségur.

Ces « négociations » de déroulent dans le contexte de la signature par les syndicats CFDT et UNSA d'une nouvelle convention collective regroupant celles du thermalisme, des Ehpad et des cliniques privées. Elle remet en cause la reprise d'ancienneté, généralise l'individualisation des salaires en fonction notamment des entretiens professionnels et acte une baisse des grilles salariales dans toute une partie des cliniques privées qui se situaient au-dessus de l'ancienne convention (90% d'entre elles) grâce aux mobilisations des salariés. Si les anciens ne verront pas leur salaire baisser, celui des nouveaux sera plus bas. Dans un même établissement, à mêmes travail et ancienneté, nous ne percevrons plus le même salaire. Sous prétexte de simplifier, de regrouper les conventions collectives, patrons et directions nivellent nos droits vers le bas et reçoivent de l'Etat 450 millions par an pour la mettre en place.

Pas d'accord pour accepter cela et c'est une augmentation générale de salaire que nous exigeons.

*Isabelle Larroquet*

# Hôpital de Langon : 40 millions pour les murs et qui pour soigner ?

En visite à l'hôpital de Langon le 17 avril, Braun, le ministre de la santé a annoncé une aide de l'État de 40 millions pour la reconstruction et la restructuration de l'hôpital. Une « *très bonne nouvelle* » a réagit le directeur. Vraiment ?

Tous les hôpitaux tombent en ruine et celui de Langon est dans un état vétuste. Reconstruire n'est pas une option, mais quid du sous-effectif chronique dans les services ? Quel budget, quels moyens pour embaucher et mettre des personnels dans les locaux neufs promis ?

Bruyamment accueilli et suivi dans la ville par plus de 200 manifestant.es dont nombre de personnels de santé des environs mais aussi de Bordeaux, Braun a préféré écourter sa visite, officiellement pour assister à une visio-conférence…

A peine 5 jours plus tard, les urgences de l'hôpital fermaient pour deux jours par manque de personnel et de médecins ; c'était la troisième fois depuis le début du mois. En cas d'urgence, la population n'a dans ce cas que deux solutions : la maison médicale de garde si ce n'est pas grave ou… faire le 15 en espérant pouvoir être orienté à temps vers Bordeaux, Agen ou Mont-de-Marsan, alternatives les plus proches !

*I.U.*

# L'hypocrisie de la loi Rist **Echo du bulletin de la branche santé 33**

Le recours à l'intérim médical a doublé en 20 ans dans le service public de santé, à des tarifs qui se sont envolés. Depuis le 3 avril, la loi Rist (du nom de la députée à son origine) plafonne les salaires des médecins intérimaires du secteur public à 1 390 euros bruts par garde de 24 heures. Mais prétendant résoudre un problème, la loi a des conséquences inquiétantes pour nombre d'hôpitaux dont des services ne fonctionnent qu'avec des médecins intérimaires désormais tentés de se tourner vers les établissements privés.

Le gouvernement joue les Tartuffes. On peut certes s'interroger sur les sommes que les hôpitaux, dont les finances ont été mises à mal par tous les gouvernements depuis des décennies, doivent consacrer à l'intérim… mais qui est responsable ? Qui pousse à la démission une fraction grandissante de médecins épuisés alors qu'un certain nombre avait fait le choix du secteur public indépendamment des question financières ?

Alors oui, il faut réglementer le système de santé, mais cela ne pourra se faire qu'en y investissant massivement et en y combattant les intérêts privés, la logique libérale et en intégrant le secteur privé et l'ensemble des acteurs de santé dans un seul service public ! Cela ne pourra être fait qu'en prenant nous-mêmes les choses en main, travailleur.es de la santé, médecins et usagers sans craindre de remettre en cause le pouvoir et l'ordre établi, dans la santé comme ailleurs.

# Encore des familles à la rue !!! Jusqu'à quand ?

Le bidonville du quai de Brazza à Bordeaux-Bastide est menacé d'expulsion et de destruction !

230 personnes y vivent, pour la plupart des roms de Bulgarie. Les 79 enfants dont 20 sont scolarisés, ne voudraient pas avoir à quitter le lieu avant la fin de l'année scolaire, les écoles se trouvant à proximité. 37 familles peuvent prétendre à un logement pérenne selon un diagnostic établi par la ville de Bordeaux.

Ce bidonville est insalubre, eau et boue quand il pleut, chaleur torride l'été, sans compter les rats qui s'invitent, au milieu des immondices et carcasses de voitures. Mais pour celles et ceux qui y vivent, c'est mieux que la rue, les personnes sont en famille et se sentent davantage en sécurité ensemble.

Si les familles sont venues en France c'est parce qu'en Bulgarie les Roms sont fortement discriminés et vivent dans la misère.

Les personnes de cette communauté sont en situation régulière ; la plupart sont employées, soit dans le BTP (Eiffage), comme personnels de ménage (en hôtels ou chez des particuliers), travaillent dans les vignes (vignoble bordelais, libournais), en mécanique (réparation de voitures… ). La plupart sont malheureusement en contrats précaires et ne peuvent accéder au logement de ce fait.

Des dispositifs existent, encore faut-il qu'ils soient mis en place avant l'expulsion afin que les familles ne se retrouvent pas de nouveau dehors avec comme seule solution... recréer un bidonville ailleurs.

Un Espace Temporaire d'Insertion (ETI) ouvrira à la mi-mai à Bordeaux et sera géré par le diaconat de Bordeaux ; ce ne serait que pour 18 mois au maximum (en attendant des emplois et logements pérennes). Les habitants auront à payer dans l'ETI l'équivalent de 15% de leurs revenus.

Mais, y aura-t-il de la place pour tout le monde ? Rien n'est moins sûr.

C'est pour cela que, en attendant mieux, les familles doivent pouvoir rester dans leur lieu de vie, le temps de trouver, pour certaines, un endroit salubre où elles pourront s'installer durablement.

Un collectif citoyen soutient les familles et lutte pour la réquisition des logements vides. Face à un Etat qui ne cherche qu'à se débarrasser des populations roms, il en est réduit à faire appel aux particuliers qui auraient un logement vacant, une chambre, un terrain à mettre à disposition moyennant une participation financière qui sera gérée par le collectif et la cagnotte.

*Une camarade du comité de soutien*

Cagnotte en ligne : https://www.helloasso.com/association/le-collectif-bienvenue/formulaires/9

Contact : soutienhabitantsbrazza@gmail.com

## Non aux expulsions !

Un mois après la fin de la trêve hivernale, les expulsions se multiplient.

Le mercredi 26 avril, 123 personnes, dont 50 mineurs, ont été expulsés d'un squatt sur un terrain de Villenave d'Ornon. Comme souvent, la préfecture justifie cette agression au nom « *des risques importants de salubrité et de santé publique* ». Une belle hypocrisie, puisqu'une seule famille a une promesse de relogement... le 17 juin. Les délogés ont été renvoyés à la rue.

Le même jour, 11 autres personnes, dont deux mineurs, ont été elles-aussi jetées à la rue. Sur ordre de la préfecture et de la justice, elles ont été délogées d'un squatt sur l'avenue Thiers, un ancien bâtiment d'une clinique où ils étaient depuis plusieurs mois. Une seule famille est relogée... à Créon.

Un ordre et une « justice » abjects.

# Fin de partie pour Ohayon, les salarié·e·s paient la casse

Depuis quelques mois, l'« *effondrement de l'empire* » Ohayon, l' « *homme d'affaires bordelais* » classé par Chalenges 104ème fortune française, fait la une.

Fin septembre 2022, Camaïeu était liquidée, laissant sur le carreau plus de 2000 salariés. Elle était depuis 2018 la propriété de HPB (Hermione, People & Brands), elle-même filiale de FIB (Financière immobilière bordelaise), la holding financière d'Ohayon. Vendredi 28 avril, le tribunal de commerce de Grenoble attribuait à Intersport le rachat de la société Go Sport (2150 salariés). Cette dernière, alors en liquidation judiciaire, avait été rachetée fin 2021 pour un euro symbolique par HPB qui s'est avérée incapable de la remettre sur pied. D'autres chaînes achetées dans les mêmes conditions sont dans le même état : Gap France (vêtements, 350 salariés, en liquidation judiciaire), Galeries Lafayette (25 magasins, 1100 salariés, en procédure de sauvegarde), La Grande Récré (jouets, 900 salarié), cafés Legal (140 salariés)…

Tout le mécano financier construit par Ohayon, incapable de rembourser ses dettes, prend l'eau. Avec un trou de 78 millions d'euros, la FIB, qui possède plusieurs palaces dont le Grand Hôtel de Bordeaux, un vignoble à Saint Emilion, un spa de luxe à Paris, etc., s'est déclarée en cessation de paiement en février dernier. Le parquet de Paris a ouvert une enquête sur HPB pour « *escroquerie en bande organisée, blanchiment habituel, banqueroute et abus de bien sociaux* » suite à « *plusieurs signalements de faits délictueux* ». Des familles portent plainte contre un des fils Ohayon, dirigeant de Campus Academy, un réseau de 6 écoles privées post-bac hors contrat dont certaines ont fermé faute de financement, laissant leurs étudiants à la rue… Ça sent la fin de partie !

Les salariés de Go Sport se disent soulagés d'avoir échappé à la fermeture de l'entreprise, bien qu'Intersport ne reprenne que 90 % d'entre eux et qu'ils soient conscients que la promesse de ce dernier de ne supprimer aucun emploi dans les deux ans à venir n'est pas une garantie. Derrière les tribulations d'Ohayon se joue la logique destructrice du capitalisme ordinaire.

*Daniel Minvielle*

*Pour plus de détails sur les pratiques de l'« homme d'affaires », lire par exemple l'enquête de Radio France : https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/michel-ohayon-le-bordelais-qui-voulait-etre-roi-8400258*

## Dassault Mérignac-Martignas NAO 2023 : Suite du conflit 2022 !

Evidemment cette année encore la DG avait largement de quoi lâcher les « 200 € pour tous ! » qui était le slogan de la grève en 2022.

Pourtant on peut être certain que ce slogan résonnait encore dans les salons feutrés quand au mois de mars, la DG propose d'emblée 100 €. On suppose qu'il résonnait encore aussi aux oreilles des syndicats qui signaient l'an dernier à... 40€ en plein mouvement de grève. Politique impossible à répéter en 2023, année électorale oblige.

Du coup, cette année, la direction faisait face à une intersyndicale à la limite du radicalisme…

Mais surtout elle faisait face au risque de se retrouver dans une situation de blocage à l'heure où les commandes n'ont jamais été aussi importantes. Car à nouveau cette année nous avons connu des débrayages avec une très forte participation, dans laquelle les cadres ont fait leur apparition.

Même avec l'inflation, même avec les commandes qui pleuvent, ces 140 € ne nous sont pas donnés, ils sont le fruit de la lutte que nous avons menée ! Comme le dit un vieux slogan indémodable : Pas de pognon, pas d'avion !

## CGI Le Haillan : la direction fait l'autruche

Dans sa réponse à la pétition qui a réuni les signatures de 235 collègues, la direction s'est dite surprise « *par le mode opératoire choisi pour partager ces revendications, alors même que CGI dispose d'Organisations syndicales* ». Ce qui était visé, c'est notre « *Assemblée générale des travailleurs de CGI* », que nous avons mise en place depuis quelques semaines. Visiblement, elle n'est pas habituée à ce que les travailleurs prennent les choses en main et s'organisent par eux-mêmes pour défendre leurs droits !

De plus, elle prétend que « *CGI n'a pas vocation à prendre posi-tion ni commenter les réformes du gouvernement* ». Pourtant, Pascal de Lima, chef économiste chez CGI Business Consulting, est régulièrement présent sur les plateaux TV et ne se gène pas pour encenser les réformes du gouvernement depuis des mois !

Quant à l'augmentation des salaires, la direction se cache derrière les syndicats, rappelant qu'ils « *sont invités chaque année dans le cadre des NAO à négocier notamment sur les salaires* ». Or, nous savons tous que cela ne mène à rien et que nous ne pouvons rien attendre de cette direction qui préfère continuer à faire la politique de l'autruche.

Face à une direction sourde, il est temps de hausser le ton pour nous faire entendre davantage !

## Capgemini Pessac : Périodes d'essai ou d'ajustement ?

« *Ici, une période d'essai, c'est 7 mois minimum, c'est automa-tique* ». Voilà ce qu'entendent les embauchés de la première ESN (entreprise de services du numérique) de France au bout de 3 mois quand ils pensent enfin pouvoir sortir de la précarité. En plus de mettre la pression à des jeunes employés qui ne compteront pas leurs heures, c'est un moyen efficace pour la direction d'ajuster sa masse salariale en fonction de la quantité de contrats décrochés. Pour le travailleur, souvent sorti d'étude, c'est 7 mois de galère et d'incertitude à ne pas pouvoir s'installer « vraiment », à marcher sur des oeufs à chaque fois qu'il faudra discuter avec les managers.

Cette situation est plus qu'injuste. Encore une fois, les directions s'attaquent à des travailleurs qui ne sont pas en mesure de répliquer : comment faire grève et revendiquer quand on peut être viré sans justification ? Cette affaire, c'est celle de tous les travailleurs solidaires.

# Tarifs en hausse à TBM

Alors que l'inflation explose, la Métropole a voté une augmentation des tarifs des transports en commun TBM de 3,2 % le 31 mars à une large majorité (P. Poutou contre, abstention du PC).

Tous les titres sont concernés. Une hausse « *inéluctable* » selon la majorité socialiste EELV et la droite car il n'y aurait pas eu d'augmentation depuis 2019, à cause de l'augmentation du prix de l'énergie et la Métropole ayant déjà payé 72 000 € de tarif solidaire…

Les mêmes ont également voté l'intégration du transport scolaire intercommunal dans les missions du prestataire privé des trams et bus Kéolis entraînant un tarif unique pour toutes les communes. Pour Pessac, ce sera une augmentation de 58 à 100 €, soit de 70 %... un nouveau coup dur pour les foyers populaires.

Il est bien sûr nécessaire d'exiger la gratuité des transports en commun comme cela se fait déjà dans certaines moyennes ou grandes villes comme Gardanne ou Montpellier, ceux-ci étant déjà payés par nos impôts.

Au-delà, pour des transports en commun gratuits pour tous, pensés en fonction des besoins de la population, de ses déplacements pour le travail ou les loisirs, vraiment écologiques, il faut qu'ils soient sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations, comme l'énergie et les infrastructures routières.

*M. C.*

# Bordeaux Métropole dépense sans compter... pour les JO

Le 31 mars, les élus de tous bords -à l'exception de P. Poutou- ont voté une provision de 100 000 € pour que cette collectivité accueille la flamme olympique au printemps 2024 (transport depuis la Grèce jusqu'à Bordeaux à bord du voilier Le Bèlem… puis passage dans les « villes-étape » de Libourne et Saint Émilion). Il en coûtera 20 000 et 30 000 euros respectivement. Et 373 000 et 447 000 euros supplémentaires pour la parade et la fête Place des Quinconces avec l'allumage du chaudron.

Au total, entre 573 454 (estimation basse) et 647 604 euros (estimation haute) vont ainsi être payés par les habitants de la Métropole. De grosses sommes donc, dilapidées surtout en festivités pour ceux qui auront les moyens de la « magie des Jeux ». De bonnes affaires en vue pour les sponsors Coca-Cola et BCPE (Banque Caisse Populaire, Caisse d'Épargne et Natixis).

Autant de sommes manquant cruellement aux services publics de ces villes !

*M. C.*

# Sortie de route pour l'A69 ?

Le week-end des 22-23 avril, un peu plus de 8000 personnes ont participé à la mobilisation « Sortie de Route » sur le chantier de l'autoroute A69 qui doit relier Castres à Toulouse. Ils répondaient à l'appel d'un collectif local, La Voie est libre, ainsi que d'Extinction Rébellion, de la Confédération paysanne et des Soulèvements de la Terre qui s'opposent à ce projet vieux de plus de 30 ans dont le chantier vient de commencer. Ils refusent, entre autres, l'artificialisation de 300 à 400 hectares de terres, touchant quelques 130 exploitations agricoles, ou encore que certains villages se retrouvent coupés en deux. Cela pour gagner une quinzaine de minutes sur la cinquantaine de kilomètres que fera l'autoroute, au prix exorbitant de 17 euros pour l'aller-retour Castres-Toulouse ! Un véritable gâchis qui, selon les opposants, pourrait être évité par des aménagements de la nationale 126 dont le projet longe le parcours.

Ces arguments ne désarment pas les élus locaux qui veulent « leur » autoroute, indispensable selon eux pour « *désenclaver Castres* »… qui n'est en rien enclavée ! Ni bien sûr les bétonneurs alléchés par les profits qu'ils comptent tirer du chantier et des cinquante ans de concession de l'autoroute. Mais tous craignent maintenant, y compris le gouvernement qui s'est bien gardé de renouveler les provocations policières de Sainte-Soline, qu'une ZAD ne vienne perturber leurs petits calculs. Des militants se sont déjà installés dans les platanes pour éviter qu'ils ne soient abattus…

*D. M.*

Le NPA vous invite à ses

# RENCONTRES MILITANTES

**Samedi 13 mai**
14h-19h
Salle Gouffrand
**Bordeaux**
23 rue Gouffrand
Tram C Camille Godard
Bus 4 Berthelot - Bus 15 Picard

14h – ouverture
14h30 – introduction aux rencontres

15h -16h30 – ateliers

- Ni «apaisement», ni «dialogue social», nous organiser pour prendre en main nos luttes
- Mouvement des femmes, une radicalité qui conteste les fondements de la société
- Les réponses du mouvement à l'Etat autoritaire, la répression patronale et l'extrême-droite
- Des luttes à l'échelle internationale face aux dégâts du capitalisme en faillite

17h -18h30 – réunion plénière
Quel programme, quelle organisation, pour diriger nos luttes, pour la révolution ?

18h30 – Apéro... Chansons...

# Pascal Bourdon

Notre camarade et ami Pascal Bourdon est décédé accidentellement alors qu'il était en randonnée en Espagne pendant les vacances d'avril. Une mort brutale qui a choqué beaucoup de camarades au NPA, à Ensemble, son organisation politique ces dernières années, dans son syndicat, la FSU, et bien au-delà parmi tous ceux qui le connaissaient à travers ses multiples activités ou ceux qui l'ont côtoyé dans le mouvement actuel, dans les AG intersyndicales, les réunions de collectifs, les manifestations et les actions de blocages...

Nous le connaissions depuis plusieurs décennies pour avoir milité avec lui dans différentes organisations politiques. Après avoir été militant au PCF dans sa Normandie natale, il a été sympathisant de Lutte ouvrière peu après son arrivée dans la région, puis a milité à VDT et après sa fusion-intégration, à la LCR. Il a participé à la fondation et à la construction du NPA, avant de s'en éloigner avec les camarades qui ont fondé Ensemble.

Il avait été candidat, pour la première fois, pour le NPA sur Floirac aux élections cantonales de mars 2011. « *Si vous ne voulez pas vous occuper de la politique, elle le fera pour vous* » expliquait-il au journaliste de *Sud-Ouest* à cette occasion.

Il était animé par une profonde révolte sociale et soucieux des idées. Il a ainsi toujours gardé des liens pour discuter et suivre les débats et les crises traversant le NPA.

Le mouvement, pour lui comme pour beaucoup d'entre nous, a été une bouffée d'oxygène, qui lui a redonné tout son enthousiasme et sa confiance dans la lutte. Sur son collège Nelson

Selfie de Pascal lors de l'envahissement de la gare St-Jean

Mandela de Floirac d'abord, avec ses collègues, pour organiser la grève avec le souci de faire le lien avec les plus précaires comme avec les autres établissements du secteur. Soucieux de trouver des perspectives au-delà des journées syndicales, il participait aux réunions du collectif rive droite, comme de l'AG interpro avec la préoccupation de faire le lien avec ses collègues grévistes.

Nous garderons le souvenir de sa joie communicative d'avoir participé à l'envahissement des quais de la gare St Jean et du rectorat, comme de son coup de gueule avec sa célèbre grosse voix de ténor, lors de la dernière AG éducation à laquelle il aura participé, pour appeler son syndicat à assumer jusqu'au bout ce type d'action... « *Cela va se durcir... il nous faut un syndicalisme de combat* ».

Salut camarade, le combat continue !

Pour lire et écrire des témoignages sur Pascal Bourdon :
https://lycejoffremontpellier1.padlet.org/vincent_lahondere/pascal-bourdon-40v9mqf6rp5womgx

# A voir

## A Libourne, une exposition de

Cette exposition présente quelques 250 œuvres de l'artiste de street-art britannique Banksy dont le « *message* » est qualifié par la presse d'« *anarchiste, antimilitarisme, anticapitaliste* »… Ces œuvres ont été rassemblées par un collectionneur militant dans la « *Banksy Modeste Collection* » dont l'artiste n'autorise la présentation que si elle est gratuite. Les fonds récoltés sous forme de participation laissée au choix des visiteurs et de vente de posters des œuvres sont reversés à des associations. C'est ainsi que pour l'exposition de Libourne, outre quelques associations locales, l'essentiel de la collecte ira à SOS Méditerranée.

Cela s'inscrit dans le combat de Banksy contre les politiques migratoires criminelles des pays européens. Combat qu'il mène à travers ses œuvres et ses prises de position, mais aussi par le financement d'un bateau de sauvetage, le *Louise Michel*, qui patrouille en Méditerranée pour secourir les embarcations de migrants en détresse.

Cette exposition a été organisée à l'initiative, entre autres, du Collectif Anti-CRA de Bordeaux. Elle a ouvert ses portes au moment où le gouvernement français lançait son opération Wuambushu à Mayotte, à laquelle ont répondu de nombreuses manifestations, dont celle de samedi 29 à Bordeaux. Au moment aussi où les associations, dont la Cimade, qui assurent le soutien des migrants détenus dans les CRA (centres de rétention administrative) viennent de publier leur rapport pour l'année 2022 : plus de 43 500 personnes ont séjournés dans des CRA, dont 26 000 dans celui de Mayotte !

Le combat pour la liberté d'installation et de circulation, pour la régularisation sans condition de tous les sans-papiers est plus que jamais à l'ordre du jour !

*D.M.*